

Montreuil, le 24 décembre 2013

Depuis près de 2 semaines de grève, Total méprise les travailleurs.

Alors que les salariés sont en grève dans leurs raffineries en portant leurs revendications salariales, la direction générale de TOTAL refuse toute discussion dans une posture irresponsable, méprisant les salariés.

La Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT condamne avec virulence cette attitude d'une direction générale qui réduit le « dialogue social » à ses plaquettes publicitaires.

A moins que la direction générale de TOTAL montre par ce refus de négociation l'arrière cour de sa vitrine, une entreprise multinationale qui se comporte comme du temps du colonialisme en méprisant toute forme d'expression démocratique, tel que le droit de grève.

Plusieurs organisations syndicales sont engagées dans le conflit. Ce n'est pas parce qu'une partie d'entre elles a signé un accord sans consultation des salariés que la direction à une quelconque légitimité à l'utiliser pour refuser la négociation exigée par les salariés en grève.

La direction de TOTAL doit engager des négociations et non faire pression sur les directions d'établissements pour tout bloquer.

TOTAL, par ce refus de négocier, vient cautionner, soutenir toutes les politiques d'austérité mises en œuvre par les divers gouvernements : qu'ils soient « bleus » ou « roses », les multinationales telles que TOTAL semblent occuper les ministères, et décider de la politique du pays.

Après près de deux semaines de grève dans la plupart des raffineries de TOTAL en France, ce conflit se déroule dans un silence médiatique suspect, unissant diverses complicités contre le combat

des salariés, en masquant d'une chape de plomb à l'opinion publique cette action de résistance à l'austérité, d'exigence de justice sociale.

La Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT apporte toute sa solidarité, sous toutes les formes, aux travailleurs en lutte pour augmenter les salaires, placer le progrès social au cœur de la gestion dans les entreprises. **Elle appelle tous les travailleurs à soutenir cette lutte qui porte en son sein l'exigence de justice sociale, de partage des richesses, face aux tenants du libéralisme qui veulent imposer à l'inverse le partage de la misère.**

Augmenter les salaires est une urgence pour relancer l'économie dans le pays.

A l'inverse, réduire le pouvoir d'achat des travailleurs conduit inévitablement à réduire la consommation des ménages, réduire par ricochet les commandes dans les entreprises, conduisant le pays vers la récession économique et sociale. Est-ce là l'objectif recherché tant par TOTAL que par HOLLANDE ?

La Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT appelle tous les syndicats, tous les salariés à amplifier les assemblées générales, à décider sous toutes les formes la grève pour augmenter leurs salaires dans leur entreprise.